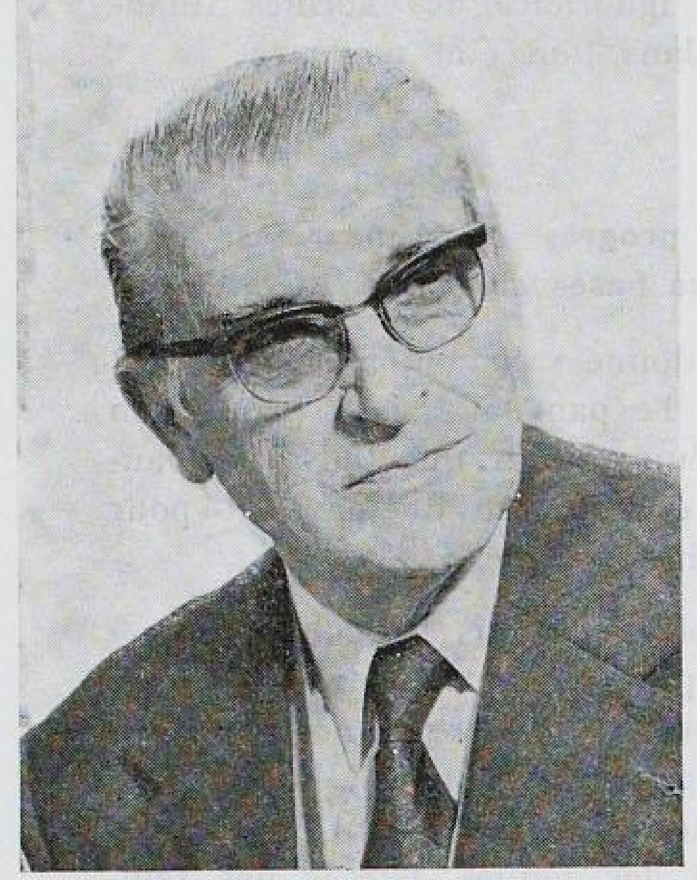
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

(3e Circonscription de Seine-et-Marne)



Bertrand FLORNOY

UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

U.D.R. - Républicains Indépendants - C.D.P.

POUR VOUS
POUR NOS COMMUNES
POUR NOS LIBERTÉS

CHERES ELECTRICES, CHERS ELECTEURS,

Vous m'avez élu député en 1962. Vous savez que, depuis lors, comme parlementaire, conseiller général ou maire j'ai voué la totalité de mon action au service de la Circonscription et du Pays.

Aujourd'hui, les liens qui se sont établis entre nous m'autorisent à vous dire : Soyez vigilants !

Les élections législatives de Mars 1973 seront décisives pour notre pays.

Ou bien la Ve République (qui a placé la France en tête des nations industrialisées d'Europe) pourra développer son action en faveur de tous les Français, ou bien un régime nouveau basé sur la contrainte remplacera les Institutions qui sont les nôtres et l'œuvre entreprise depuis de Gaulle et après sa mort sera abandonnée.

Tel est le choix. Il est **imposé** au pays par la volonté de prise du pouvoir proclamée par les Communistes et les Socialistes associés dans un « programme commun de gouvernement ».

Il existe d'autres propositions direz-vous, le nombre des candidats le prouve. Mais il s'agit de groupes dont **la seule chance** serait de se rallier à l'une ou l'autre des Majorités de demain.

***

Que représente donc « le programme commun de gouvernement » socialo-communiste qui se veut la panacée d'une *démocratie avancée ?*

Certaines de ses intentions — la justice sociale — répondent, c'est évident, aux aspirations du peuple français et **notre Majorité n'a pas attendu « le programme » pour commencer à les réaliser de façon concrète.**

Mais ce qui est inadmissible dans le programme socialo-communiste c'est la méthode. Ce qui est plus grave encore, ce sont les objectifs...

Les objectifs. Pour les communistes qui « *ne renoncent nullement à leur lutte révolutionnaire* » le programme est le premier pas vers l'implantation du marxisme en France. Pour les socialistes, il est l'amorce d'un régime hybride à la fois collectiviste et bureaucratique.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

La méthode. C'est la mise en surveillance de la libre entreprise, les nationalisations « à la demande » (p. 115 du programme), l'abandon de la politique commune agricole, l'absence totale de politique étrangère, la mise en tutelle de la jeunesse et, pour couronner le tout, une incroyable ignorance des normes financières et de l'épargne qui conditionnent le progrès dans tout état moderne.

***

Ce que nous proposons, nous républicains de progrès et démocrates, c'est l'évolution et la transformation d'une Société dont les bases sont NOS LIBERTES.

Le régime libéral qui est le nôtre n'a pas donné satisfaction à tous, c'est vrai. Mais après des années d'efforts en faveur de l'expansion, de la production et des équipements collectifs, les conditions sont réunies pour que tous les Français aient la garantie de participer à la croissance économique du pays et pour que l'élan de la politique de solidarité nationale soit confirmé.

Les preuves que ce soit là notre volonté politique, vous les connaissez — et pas seulement par les statistiques concernant la progression de notre niveau de vie. Vous avez ces preuves **dans les Lois votées depuis trois ans** par notre Majorité à l'Assemblée Nationale et dans les ordonnances gouvernementales. Vous n'ignorez pas les grandes Lois sur la formation permanente, le renforcement des droits des travailleurs, la mensualisation, l'aide à l'emploi des jeunes, l'accès des femmes aux responsabilités et leur égalité juridique et, depuis 1972, l'amorce de la retraite à 60 ans. Demain, ce sera la Loi cadre pour les personnes âgées et le contrat de progrès avec les représentants des familles — **textes qui sont prêts à être discutés.**

Le sens de notre action est clair : nous voulons réaliser la participation de tous, non seulement dans les activités professionnelles mais DANS LE CADRE DE LA SOCIETE QUI EST LA NOTRE, A TOUS.

Cet objectif, qui est celui de tous les Français, nous l'atteindrons en accord avec le Président de la République dont le pouvoir émane de la volonté populaire.

***

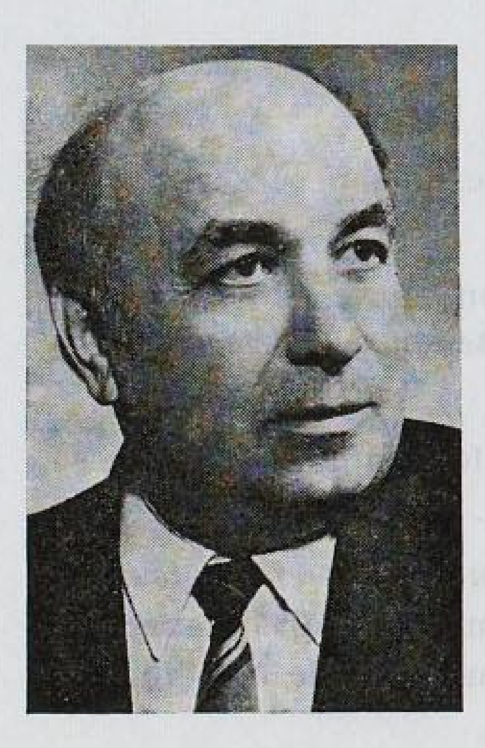
Le thème de notre campagne, « POUR VOUS, POUR NOS COMMUNES, POUR NOS LIBERTES », traduit bien notre ambition au service des citoyens, de notre région et de l'Etat.

POUR NOUS PERMETTRE DE L'ACCOMPLIR, NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE APPUI MASSIF. ET, D'ABORD, DE VOTRE CONFIANCE.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE !

Bertrand FLORNOY

Député, Conseiller général,
Maire de Coulommiers,
Membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe,
Engagé volontaire, Croix de Guerre 1939-45,
Chevalier de la Légion d'Honneur



Suppléant :

Daniel ISAMBERT

Géomètre-Expert foncier D.P.L.G.,
Chevalier du Mérite Agricole,
Ancien Maire-adjoint de Meaux.

Vu, le Candidat.

Imp. ANDRÉ-POUYÉ - Meaux

Sciences Po / fonds CEVIPOF